

BEYOĞLU

DIRECT.: Beyoglu, Istanbul Palace, Impasse Olivo — Tél. 41892
 REDACTION: Galata, Eski Banka Sokak, Sen Piyer Han 2 ci kat
 Tél. 49266

Pour la publicité s'adresser exclusivement
 à la Maison
KEMAL SALIH - HOFFER - SAMANON - HOULI
 Istanbul, Sirkeci, Asiretendi Cad. Kahraman Zade H. Tél. 20094-95

Directeur-Propriétaire: G. Primi

QUOTIDIEN POLITIQUE ET FINANCIER DU SOIR

Les travaux du Kamutay

Les vacances parlementaires commencent demain

Le Kamutay s'est réuni hier sous la présidence de M. Nuri Conkeri et a approuvé :

1. — L'adjonction de paragraphes aux articles 34 et 35 de la loi sur les retraites des militaires et des civils ;

2. — L'autorisation accordée au gouvernement de passer une convention avec la Deutsche Bank pour lui acheter au prix de 850.000 Ltqs. les actions d'une valeur nominale d'un million de Ltqs. de la Société Ergani Türk Bakir Sirketi, — actions que détient cette banque.

3. — La prolongation jusqu'à la fin de l'année financière 1937 de la latitude accordée à la direction générale des Vakif de prendre des engagements pour des constructions et réparations de bâtiments lui appartenant et situés dans les villes d'Izmir et d'Afyon.

4. — La remise au Croissant-Rouge de 1.000 tonnes de blé dans le cadre des dispositions de la loi concernant la distribution de graines et de semences aux réfugiés et aux cultivateurs pauvres.

5. — La modification de l'article 25 de la loi sur les traitements qui autorise dorénavant à servir 10 Ltqs. comme indemnité remplaçant la ration aux officiers de réserve, appelés à une période d'exercices dans les garnisons autres que celles de leur lieu de résidence.

6. — L'adoption de nouvelles mesures pour l'application des dispositions de la loi concernant la culture du riz.

Un crédit extraordinaire de 25 millions et sa répartition

Le Kamutay a également autorisé le ministère des Finances à disposer d'un crédit extraordinaire de 25.780.000 Ltqs. suivant des chapitres spéciaux qui seront ouverts dans les budgets des différents ministères.

Voici la décomposition de ce crédit extraordinaire :

2.800.000 Ltqs. à la construction du chemin de fer Erzurum-Sivas.

490.000 Ltqs. pour la construction de la route de transit Trabzon-Iran.

280.000 Ltqs. pour la motorisation de ladite route.

280.000 Ltqs. pour le 1er Inspectorat général.

28.000 Ltqs. pour le 2ème Inspectorat général.

240.000 Ltqs. pour le 3ème Inspectorat général pour constructions.

500.000 Ltqs. pour le 2ème Inspectorat général pour constructions et urbanisme.

300.000 Ltqs. au ministère des Travaux Publics pour travaux hydrauliques.

1.750.000 Ltqs. pour l'installation des réfugiés.

2.000.000 Ltqs. pour la confection de masques contre les gaz.

400.000 Ltqs. au ministère de l'hygiène, pour les mesures sanitaires à prendre contre le danger aérien.

1.400.000 Ltqs. — Valeur des actions à acheter par l'Etat Bank, de la Société turque Ergani Bakir madeni ainsi que pour l'exploitation de ces mines.

4.900.000 Ltqs. à la Simer Bank.

875.000 Ltqs. à l'Institut des recherches minières et des études électriques.

245.000 Ltqs. comme aide pour l'exploitation du lac de Van.

175.000 Ltqs. pour la réparation des quais d'Istanbul.

700.000 Ltqs. au ministère de l'agriculture, pour l'amélioration des qualités culture, pour l'amélioration des qualités culture, pour l'amélioration des qualités culture.

La réforme du code pénal

On passe ensuite à la discussion des modifications proposées à certains articles du code pénal.

Répondant à une question posée par M. Hüsnü Kitapçı (Mugla), relative aux condamnés employés dans des travaux publics et autres, M. Fuad (Erzurum), parlant au nom de la commission judiciaire, explique les peines prévues.

Il ajoute que d'après le nouveau système proposé, le condamné occupera une seule cellule ; au fur et à mesure qu'il ne sera réduite par degré ; un jour de travail fourni par lui dans des travaux publics lui vaudra 4 jours de réduction de sa peine.

A l'article concernant les délits commis contre la personnalité de l'Etat, M. Berc Türkler observe que l'on propose comme punition de 3 à 10 ans de prison lourde et de 200 à 500 Ltqs. d'amende ; or, ces délits sont très graves et l'on ne saurait se contenter de ces peines.

M. Fuad (Erzurum), au nom de la commission judiciaire, répond que ces délits sont prévus déjà dans le code pénal. « Mais, dit-il, l'expérience nous a démontré que certains cas dépassent les

L'exécution de l'ex-ministre Thomas

Il quitte la Chambre au milieu du silence général

Londres, 12. — La Chambre des Communes s'est occupée hier, entre autres questions, du rapport de la commission d'enquête sur le scandale du budget et des assurances.

L'ex-ministre des colonies, M. Thomas, prit la parole. Il déclara à nouveau qu'il n'a jamais trahi sciemment un mandat de député et qu'il ne participera jamais plus comme candidat à des élections ultérieures. Puis au milieu du silence impressionnant et accablant des autres députés, il quitta la salle.

Sir Alfred Butt, également compromis dans cette affaire, déposa son mandat et quitta la salle dans les mêmes circonstances, non sans assurer une fois de plus qu'aucun membre ne lui a fait de communication confidentielle, officiellement ou à titre privé.

Le président du conseil, M. Baldwin, qui a pris ensuite la parole, déclara qu'il n'est pas juste de conclure du rapport de la commission d'enquête, qu'il y ait eu atteinte aux lois pénales. En fait, les deux députés n'ont été l'objet d'aucune poursuite au criminel. En apprenant que la Chambre approuverait les conclusions du rapport, M. Thomas en a tiré les conséquences logiques. Une action ultérieure n'aura pas lieu à son endroit.

L'Allemagne revendiquera ses anciennes colonies

Londres, 12 A. A. — Le correspondant berlinois du « Daily Telegraph » annonce que la question du retour à l'Allemagne de ses colonies perdues sera posée par le Reich aussitôt après la fin des Jeux Olympiques.

M. Van Zeeland renonce à former le cabinet belge

Bruxelles, 11 A. A. — M. Van Zeeland a renoncé à former le nouveau cabinet.

cadres de la loi et qu'ils y impliquent même un danger pour la sécurité de l'Etat.

Pour ces raisons, la commission n'a pas hésité à déférer au désir du ministre de la Justice qui demandait en cette matière la refonte de la loi. De cette façon, nous venons d'adopter une législation qui s'inspire aussi bien de nos lois que des mesures que les pays civilisés ont prises en la matière après la guerre générale. M. Berc Türkler demandait que l'on prévoit une pénalité maximale. Or, la pénalité doit toujours être en rapport avec l'importance de la faute commise.

M. Berc Türkler a fait observer que dans les pénalités visant la calomnie il n'est pas question de l'indemnité à accorder à la personne calomniée. Or, il y a dans le cadre des dispositions générales autorisant quiconque à réclamer des dommages-intérêts s'il se croit lésé.

Les « faiseurs d'anges »

Le Dr. Hasan Vasfi (Balikesir), demande si l'avortement ou l'accouchement forcé fait par un médecin d'après des méthodes scientifiques et à la suite de cas prévus, sont des opérations que la loi considère comme un délit.

M. Fuad (Erzurum), répond que les peines qui punissent l'avortement ont été renforcées ; par contre, il n'est pas question dans la loi des cas exceptionnels et graves, où l'intervention de la médecine est nécessaire ; les interventions de ce genre ne sauraient constituer un délit.

Les lois sur le chapeau et les nouveaux caractères

On adopte, sur la proposition de la commission judiciaire, le paragraphe additionnel ci-après à l'article 526 du code pénal.

« Sont punis d'un emprisonnement de 3 mois et d'une amende de 10 à 200 Ltqs. ceux qui contreviennent aux dispositions de la loi No. 621, rendant obligatoires le port du chapeau et à celles de la loi No. 1.353, concernant les nouveaux caractères turcs. »

Le Kamutay tiendra aujourd'hui sa dernière séance et entrera à partir de demain en vacances d'été.

Nous publions tous les jours en 4ème page sous notre rubrique

La presse turque de ce matin

une analyse et de larges extraits des articles de fond de tous nos confrères d'outre-pont.

Le vote par la Chambre française des nouvelles lois « sociales » se poursuit

Les grèves continuent et il en éclate de nouvelles

Paris, 12. — La Chambre vota hier la nuit, par 563 voix contre 1, le projet de loi concernant les congés payés ; elle vota à mains levées le troisième projet de loi concernant la révision de certains décrets-lois ; par 558 voix contre 7, le projet de loi au sujet du contrat collectif de travail. Le cinquième projet de loi au sujet de la semaine de 40 heures sera voté demain.

La séance de la Chambre a été levée à 22 heures.

Paris, 12 A. A. — Lors de la discussion à la Chambre du projet de loi sur les congés payés, M. des Isnards, député de la droite, s'adressant à M. Blum, lui dit :

— A quoi bon faire ces lois si le gouvernement est incapable de les faire respecter ?

M. Blum répondit :

— L'autre jour, j'ai demandé à la Chambre si elle croyait que le gouvernement devait user de la force pour résoudre les conflits de travail. Voudriez-vous que nous employions la police d'abord, l'armée ensuite, risquant ainsi de provoquer des événements sanglants ? Nous sommes résolus à ne pas entrer dans cette voie. Notre rôle de conciliation, nous vous l'avons soumis dès le premier jour. Le gouvernement espère fermement que les événements correspondront à son désir. Le Parlement, souverain, libre, comprendra qu'un vote rapide de l'ensemble des cinq projets de loi que nous présentons est un des éléments moraux de l'oeuvre de conciliation que nous essayons de poursuivre.

M. Léon Blum au Sénat

Pour la première fois, M. Blum alla hier au Sénat. Sa présence à la séance et dans les couloirs suscita une vive curiosité.

A l'issue de la séance, M. Blum dut répondre aux questions des sénateurs qui faisaient cercle autour de lui dans l'hémicycle.

M. Blum donna des indications assez optimistes concernant l'évolution de la

Le premier incident sanglant

Versailles, 11 A. A. — Le premier incident sanglant depuis le début des grèves se produisit ce matin, dans une usine de construction de bateaux. Le patron, Alexandre Ségéral, devant le refus de ses cinq ouvriers de quitter les ateliers, blessa très grièvement de quatre coups de revolver l'un d'eux, Marcel Goulhem, âgé de 28 ans.

Le blessé fut transporté d'urgence à l'hôpital. Le patron a été déféré au parquet.

Le maréchal Badoglio est nommé Duc d'Addis-Abeba

Le maréchal Graziani le remplace en qualité du Vice-Roi d'Ethiopie

Rome, 11. — M. Mussolini a reçu le maréchal Badoglio qui lui a fait un ample exposé de l'oeuvre qu'il a accomplie en Abyssinie et l'a spécialement entretenu de certains problèmes particuliers intéressant les territoires de l'empire. Le maréchal a prié, en outre, le chef du gouvernement de bien vouloir le relever de sa charge de vice-roi de façon à lui permettre de reprendre sans retard ses fonctions de chef d'état-major général de l'armée.

M. Mussolini a accédé à ce désir. Il a informé le maréchal, à cette occasion, que le roi d'Italie lui a conféré, par une décision motu proprio le titre de duc d'Addis-Abeba.

Un autre décret royal nomme le maréchal Graziani, sur la proposition de M. Mussolini, vice-roi d'Ethiopie.

La carte du parti est remise au maréchal Badoglio

Rome, 11. — Au palais du Littérateur, le vice-secrétaire du parti, hon. Serena, a remis au maréchal Badoglio la carte de membre du parti. Assistaient à la cérémonie, les membres du Directoire, les sous-secrétaires d'Etat aux départements militaires, le chef d'état-major de la milice, les délégués des Chemises Noires de l'Urbe et des formations de la jeunesse du parti.

En remettant la carte au maréchal, l'hon. Serena releva qu'elle porte la date du 5 mai, date à laquelle l'armée victorieuse est entrée à Addis-Abeba. L'exposé des motifs rend hommage à la va-

« L'aggravation des sanctions se serait un acte de folie caniculaire »

M. Neville Chamberlain prend vivement à partie Lord Cecil et les « League of Nations Unions »

Londres, 11. — Au cours d'une réunion du « 1.900 Club », présidée par lord Londonderry et à laquelle assistaient le chancelier de l'Echiquier, M. Neville Chamberlain, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Austin Chamberlain, l'ancien chancelier de l'Echiquier, Sir Horn, ainsi que d'autres personnalités de premier plan du parti conservateur, Sir Horn demanda l'abolition immédiate des sanctions.

Ensuite, M. Neville Chamberlain condamna durement l'activité de lord Cecil et des « League of Nations Unions » qui soutiennent l'aggravation des sanctions. Il qualifia la politique de lord Cecil de « manifestation de folie caniculaire ».

Après avoir constaté la faillite de l'initiative sanctionniste contre l'Italie, M. N. Chamberlain affirma que les nations sociétaires doivent se mettre d'accord pour limiter les fonctions de la Ligue, par rapport à ses réelles possibilités ; il faut renforcer le Covenant moyennant des pactes régionaux et il est nécessaire que la Grande-Bretagne augmente ses armements afin d'être en mesure de défendre ses intérêts et son prestige dans le monde.

Au cours d'une autre importante réunion à laquelle participaient plus de 200 personnalités du monde commercial et industriel et organisée sous les auspices de la Chambre de Commerce et sous la présidence du lord maire, lord Herbert Scott, ex-président de la fédération des industries britanniques, déplora la suspension des rapports de commerce

avec l'Italie et regretta vivement que ce malheur n'ait pas encore été conjuré.

L'impression en France

Paris, 11. — Les discours de Sir Horn et de M. Chamberlain ont provoqué une profonde sensation en France. M. Pierre Bernus écrit dans le « Journal des Débats » que le gouvernement français ne saurait pas se rallier au mouvement très net d'hostilité contre les sanctions qui se dessine même en Angleterre.

Le « Temps » souligne que l'Italie ne paraît pas encore avoir pris une décision définitive en ce qui concerne l'orientation future de sa politique extérieure. Toutefois, son désir est de reprendre la collaboration active avec la France et l'Angleterre suivant la formule des accords de Stresa et dans le cadre de la S. D. N. Le « Temps » conclut en insistant sur la nécessité d'abandonner la politique des sanctions qui n'a d'autre effet que de prolonger sans nécessité le trouble actuel.

Un jugement anglais sur la politique extérieure de la France et de la Grande-Bretagne

Londres, 12 A. A. — Le « News Chronicle » écrit : « Le gouvernement anglais n'a pas une politique étrangère définie. Il attend simplement les événements. Le gouvernement français appuierait une initiative énergique anglaise et le gouvernement britannique pourrait appuyer une initiative française alors que tous les deux attendent que le Reich et l'Italie soient persuadés de la déféction de leurs thèses. »

SOUS PRESSE

La levée des sanctions est jugée inévitable dans les milieux britanniques

Londres, 12 A. A. — De l'Agence Havas :

Les milieux politiques estiment qu'en dépit des déclarations faites hier à la Chambre des Communes par M. Baldwin et suivant lesquelles aucune décision ne serait encore intervenue au sujet des sanctions la levée de fait de celles-ci est devenue une nécessité inévitable.

On suppose que le cabinet britannique a trouvé à ce propos des arguments logiques et susceptibles d'être admis par l'opinion publique. Voici les points essentiels de la thèse du cabinet britannique :

Primo, les sanctions ne peuvent plus être considérées comme un remède efficace pour arrêter et éviter la guerre ;

Secundo, conserver ces mesures sous forme de punition serait très dangereux.

Suivant lesdits milieux politiques, la procédure à suivre, en l'occurrence, sera la suivante :

Le conseil de la Société des Nations élaborera une procédure et la soumettra à l'Assemblée ; celle-ci créera une commission spéciale qui se prononcera pour la levée des sanctions sans toutefois reconnaître l'annexion de l'Ethiopie.

L'Angleterre a renoncé à demander l'ajournement de la Conférence de Montreux

Londres, 11 A. A. — On croit que le gouvernement britannique a renoncé à demander l'ajournement de la conférence de Montreux, arrangée pour le 22 courant, à la suite d'échanges de vues entre Londres et Ankara.

dans le gouvernement civil d'Addis-Abeba et lui a présenté son collaborateur direct, le « centurion » de la milice Alessandrini.

L'initiative de M. Bottai prise de concert avec le sous-secrétariat aux colonies et le gouverneur général, vice-roi d'Ethiopie, d'appeler les organes techniques du gouvernement de Rome à collaborer de façon continue à l'étude et à la solution des problèmes intéressant la construction urbaine d'Addis-Abeba, a eu la pleine approbation du chef du gouvernement. Une mission

(Voir la suite en 4ème page)

Les nouveaux ministres italiens

Rome, 11. — Ce matin, à 9 heures, les quatre nouveaux ministres s'envolèrent pour San Rossore, en vue de prêter serment entre les mains du souverain qui se trouve depuis hier dans son domaine.

Rome, 12. — Le ministre des affaires étrangères, conte Ciano, a désigné comme chef de son cabinet le ministre De Peppo, et comme chef de secrétariat particulier, le premier secrétaire de légation, Anfuso. Le ministre Alfieri a confirmé dans leur charge le chef du cabinet de son ministère, le major Luciano, et de secrétaire particulier, le Dr. Stoppani. Les ministres Ciano, Alfieri, Lessona et Lantini, de retour en avion, de San Rossore, où ils ont prêté serment entre les mains du roi, ont pris immédiatement possession de leurs ministères.

La question de l'affichage

Une mise au point du président de la Municipalité, M. Ustundağ

Le président de la Municipalité, M. Muhittin Ustundağ, a fait les déclarations suivantes à la presse :

Ces jours derniers, les journaux se sont fait l'écho de plaintes au sujet du tarif d'affichage. Une enquête a été menée à ce propos. Avant d'en indiquer les résultats, il serait utile cependant de fournir quelques renseignements sur l'histoire de la question pendant les 9 dernières années.

Un bref historique de la question

Il y a 9 ans et demi qu'une loi spéciale a conféré à la Municipalité le droit d'affichage et de réclame sur tous les dessins, les enseignes, les inscriptions exposées dans les rues et sur les places, de nuit comme de jour. Ce droit fut transmis en vertu d'un accord en date du 20 mars 1927 à l'Agence Anatolie, avec obligation pour celle-ci de créer à cet effet une organisation évaluée à 25.000 Ltqs., de verser à la Municipalité une partie déterminée des recettes réalisées, et de céder gratuitement à celle-ci, à l'expiration de son accord, les installations créées par elle. La durée de la convention était de dix ans. Ces conditions n'ayant pas été réalisées, l'accord fut dénoncé. On en a conclu un nouveau, pour le délai restant d'un an et demi, conformément aux dispositions de la loi sur les accords à conclure « au plus offrant ». La nouvelle convention intervenue entre la Municipalité et l'entreprise « Vakıts », est exactement analogue à celle entre la Municipalité et l'Agence.

Les deux catégories de droits perçus

La Municipalité perçoit deux catégories de droits sur les avis apposés en des lieux publics et exposés au public. Les uns sont les droits d'avis (ilân), perçus conformément à la loi sur les taxes et impôts municipaux ; les autres sont constitués par le droit dit d'exposition (teşhir), dont le tarif a été approuvé par le Conseil de la Ville, conformément aux dispositions de la loi qui confère le droit d'affichage à la Municipalité et en s'appuyant sur les pouvoirs qui lui sont attribués par le conseil des ministres et par la loi.

Considérant que la fixation et la perception pour chaque avis de chacun de ces droits séparément, par l'organe d'institutions différentes pourraient donner lieu à beaucoup de confusion et créerait des difficultés pour le contribuable, il avait été décidé de percevoir les deux droits en une seule fois, par l'entremise des encaisseurs de l'Agence. Des avis dans ce sens avaient été publiés alors dans les journaux.

C'est là également la méthode de perception suivie aujourd'hui par l'entreprise du « Vakıts » qui s'est substituée à l'Agence Anatolie.

Les résultats du contrôle de la Municipalité

La Municipalité n'ayant été l'objet d'aucune plainte de la part des autorités jusqu'au moment où les publications des journaux ont commencé, on ne comprend pas comment cette procédure, qui n'a été modifiée en rien, a pu donner lieu brusquement à des critiques, au bout de huit ans et demi. Comme il a été dit plus haut, la Municipalité n'avait pas été saisie d'aucune plainte concrète à ce propos ; néanmoins, prenant en considération les publications et les critiques d'une partie des journaux, elle a fait contrôler durant les quelques jours derniers, une grande partie des transactions exécutées par l'entreprise « Vakıts ». Les résultats obtenus à la suite de cet examen sont énumérés ci-bas :

1. — Cette entreprise n'a procédé à la perception d'aucun montant en dehors des droits d'avis fixés en vertu de la loi sur les droits et impôts municipaux et des droits d'exposition dont la proportion est fixée par les tarifs. Les chiffres, considérables à première vue, exigés de certaines firmes et publiés par les journaux, sont justifiés toute fois par le grand nombre des affiches exposées par les firmes en question. La droguerie Hasan, par exemple, citée par les journaux, a 13 réclames en différents endroits de la ville, dont certaines d'une surface de 18 mètres.

2. — Le fait que plusieurs encaisseurs se soient présentés à cette même firme s'explique par le fait que les réclames en question se trouvent en plusieurs endroits de la ville et que l'encaisseur de chaque zone s'est présenté pour communiquer à l'intéressé le montant qui le concerne. Ceci ne veut pas dire que plusieurs encaisseurs se soient présentés pour la même annonce.

3. — Suivant certaines publications, le montant devant être encaissé par l'entreprise du « Vakıts » s'élèverait à un total de 500.000 Ltqs. alors que la Municipalité ne toucherait, elle, de ce fait, que le montant de 6.000 Ltqs. inscrit au budget. Or, suivant les usages municipaux, on inscrit au budget des prévisions un montant évalué sur base des recettes des années précédentes. Les recouvrements ne sont pas liés par le montant des prévisions. D'ailleurs, le montant inscrit à cet effet au budget n'est pas, comme on l'a dit, de 6.000, mais bien de 8.000 Ltqs. Et il a été fixé en tenant compte des recouvrements des années précédentes. En vertu de la convention intervenue entre la firme « Vakıts » et la Municipalité, la première percevra pour frais de recouvrement une proportion donnée du montant encaissé, mais il n'est pas vrai qu'elle soit tenue à verser simplement, comme on l'a

Les articles de fond de l'«Ulus»

Deux lois

Ces jours derniers, le Kamutay a approuvé deux lois : l'une a trait aux falsifications susceptibles de porter atteinte à notre commerce extérieur ; l'autre, dite brièvement du contrôle du prix de revient donne au gouvernement le droit de fixer des prix minimum et maximum pour les articles industriels.

L'une et l'autre ne sont nouvelles que pour nous. Réaliser des gains par fraude est non seulement indigne d'un négociant qui a de la morale ; c'est, pour un commerçant conscient de ses véritables avantages, aller à l'encontre de ses propres intérêts. De pareils abus peuvent être bons pour ceux qui visent à réaliser un « bon » coup isolé et sans lendemain. Mais ce n'est pas ainsi que l'on établit le renom d'une firme et que l'on s'assure un marché de façon permanente. Si chacun est libre d'agir de façon à servir ou à desservir ses propres intérêts, la loi intervient dès que l'intérêt général est en jeu. A l'étranger, on ne se borne pas à dire qu'Ahmed a exporté de l'huile frelatée ; on en conclut que l'on ne doit pas avoir confiance dans les huiles de Turquie. Particulièrement quand il s'agit d'un pays qui a perdu sa renommée et que l'on suppose incapable de mener à bien son commerce extérieur après le départ des négociants minoritaires, les mesures les plus impitoyables que l'on pourrait prendre contre ceux qui se livrent à des abus paraissent encore trop douces.

Quant à ce qui a trait au contrôle des prix, l'étatisme assure en matière d'économie une protection exceptionnelle aux propriétaires d'entreprises ; il interdit la concurrence néfaste et destructive. Si, pour telle ou telle autre branche de production, trois entreprises sont suffisantes, il en interdit une quatrième. Ce même Etat, au nom de la même équité, est tenu de protéger aussi les intérêts du public. Une fabrique, autre que la mienne, ne sera pas créée pour la production d'un même article ; mais moi, je vendrai à mon gré l'article que je produirai. Ceci ne serait plus l'économie dirigée ; ce serait le monopole dirigé. Aucune nation ne saurait supporter d'attribuer pareil monopole à des entreprises privées ou à des particuliers.

Le ministère de l'Economie entend, en vertu d'une loi, cette fixation des prix maximum et minimum qu'il appliquait déjà en vertu de certains accords. Cette loi n'est plus autre chose que la conséquence naturelle du système économique que nous suivons.

Nous créons nouvellement nos industries ; ce sont ceux qui en sont atteints dans leurs intérêts qui répandent de fausses suggestions au sujet de nos plans et de nos entreprises et induisent le public en erreur. Il y a, à l'étranger, des prix de dumping, qui font paraître nos prix élevés. Il y en a aussi qui ont intérêt à n'attribuer qu'à ce facteur l'élévation des prix. C'est là le rébus dont le public ne parvient pas à trouver la solution. En d'autres termes, les prix des produits étrangers sont-ils réellement imposés, à perte, par leur propre Etat ou bien leur différence avec les prix intérieurs est-elle le résultat de la concurrence ? Sera-t-il possible, en déduisant nos dépenses, en rationalisant nos affaires, en procédant à des réformes, sera-t-il possible, dis-je, de rapprocher les prix des marchés intérieurs de ceux des marchés extérieurs ? Il faut un juge supérieur et équitable. Ce juge ne peut être que l'Etat, gardien et régulateur de l'intérêt général.

Cette intervention n'aura pas seulement l'effet matériel de redresser certains prix, son influence morale pour dissiper certains doutes sera également considérable. Il est inutile de répéter qu'en un temps où les grandes entreprises puisent leur force dans les sacrifices nationaux, les facteurs moraux sont appelés à jouer un rôle pour le moins aussi important que celui des facteurs matériels.

F. R. ATAY.

écrit, le montant inscrit au budget.

4. — Le premier paragraphe des indications contenues dans les avis de paiement, au sujet de la procédure qui sera suivie à l'égard des contribuables récalcitrants a trait au droit d'avis (ilân) ; le dernier paragraphe, au droit d'affichage. Seulement, par suite d'une erreur d'impression, l'article 113 est mentionné au lieu de l'article 112 de la loi sur les Municipalités. Ces avis n'ont d'autre caractère que celui d'un avertissement. Quant aux poursuites judiciaires contre les contribuables défilants, elles ont été exercées jusqu'ici toutes et sans exception par la Municipalité et d'après les voies légales.

5. — On n'a rencontré aucune trace de droits qui auraient été perçus pour des inscriptions n'ayant pas un caractère de réclame, ou, comme on l'a prétendu, pour des articles exposés dans les vitrines. Si le cas s'est présenté, les intéressés devront s'adresser à la Municipalité.

Bref, l'enquête menée jusqu'ici a démontré que tout s'est passé dans les limites des droits et des pouvoirs conférés à la Municipalité par la loi et que l'entreprise sous la raison sociale « Vakıts » n'a pas outrepassé non plus les dispositions de sa convention. Si l'en a, dans cette affaire, estimé avoir été lésé, ce qu'ils ont de mieux à faire c'est de s'adresser directement à la Municipalité pour faire connaître leur cas.

LA VIE LOCALE

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Ambassade du Japon

L'ambassadeur du Japon à Ankara, M. Togugava, sera lundi en notre ville.

LE VILAYET

Les ventes et hypothèques seront suspendues

Les formalités de transfert à l'administration privée des impôts fonciers et sur la propriété bâtie n'ont pas encore entièrement pris fin. On affirme que tout sera achevé à la fin de ce mois. Pendant ce délai, on ne s'occupera que de la fixation et du transfert des impôts.

En ce qui concerne les terrains dont, pour des raisons multiples, on n'a pas encore fixé le revenu brut, les opérations de vente d'hypothèques qui les concernent seront suspendues.

LA MUNICIPALITE

Les permis du dimanche

Nous avons dit récemment que la majoration du droit auquel sont soumis les propriétaires de magasins et boutiques désireux de conserver leurs établissements ouverts le dimanche, donne lieu à de nombreuses plaintes. On sait que ce droit est évalué sur la base de dix pour cent du revenu brut de l'immeuble, mais en même temps, il ne doit pas dépasser un maximum de 50 Ltqs. Il en résulte que, pratiquement, les établissements les plus grands comme les plus petits paient, les uns et les autres, ce montant maximum, ce qui est injuste.

Les intéressés ont désigné une commission qui s'est rendue hier à la Municipalité. Ils ont notifié que, dans le cas où l'on continuerait à appliquer les mêmes méthodes de perception, ils se verraient obligés de fermer tous, le dimanche. Il leur a été répondu que les modalités de perception de ce droit sont fixées par une loi ; elles ne pourraient être modifiées que par décision du Kamutay et du conseil de la ville.

La délégation a prié du moins de maintenir jusqu'à nouvel ordre le système d'évaluation et de perception suivi jusqu'ici et qui constituait en quelque sorte un... moindre mal. Considérant que la fermeture le dimanche de tous les établissements en cause, risquerait de présenter des inconvénients graves pour le public, on n'a pas opposé une fin de non recevoir absolue à cette seconde demande et on a promis d'étudier la question.

Le «Liman han»

L'adjudication définitive de l'immeuble à appartements «Liman Han» de -vait avoir lieu hier. Toutefois, le montant de la meilleure offre reçue à cet effet — soit 103.500 Ltqs., — ayant été jugée très inférieure à la valeur de la bâtisse, la vente en a été ajournée à un mois. On apprend que le monopole des stupéfiants désirerait se porter acquéreur de l'immeuble.

Rappelons que le «Liman Han» avait été payé en 1927 340.000 Ltqs.

L'ENSEIGNEMENT

Les écoles de village

Une réforme essentielle des écoles de village a été décidée. Elle portera sur l'accroissement du nombre des classes et l'envoi d'instituteurs dans les villages où il n'y en a pas. On tâchera de faire profiter également les paysans de ces leçons.

Les inscriptions dans les écoles primaires

Les formalités d'inscription et d'admission dans les écoles primaires com-

menceront le 20 août. Elles prendront fin le 1er septembre et les examens de réparation auront lieu le 18.

LES TOURISTES

Le «Tzar Ferdinand»

Deux cents touristes sont arrivés hier en notre ville par le vapeur Tzar Ferdinand, battant pavillon bulgare.

Le maharajah de Darampour arrive aujourd'hui

Le maharajah de Darampour (Indes britanniques). Sir Chimanlal Setalvad, est arrivé ce matin, à 8 h., par le vapeur Nordland, sous pavillon norvégien. Il est accompagné d'une suite d'une vingtaine de personnes parmi lesquelles se trouvent son médecin particulier et son secrétaire. Le maharajah a loué tout le premier étage du Péra-Palace, qui est aménagé particulièrement pour les princes et les hautes personnalités. Le maharajah de Darampour compte passer une dizaine de jours en notre ville. Il compte inviter également certains de ses amis de Londres à venir le rejoindre ici.

Le sultan de l'île Bahrein de passage en notre ville

Le sultan de l'île Bahrein a été hier de passage en notre ville. Arrivé, le matin, par le Taurus Express, il est reparti le soir par le Simplon, pour Londres, après avoir visité les curiosités de notre ville. Le monarque portait son costume national ainsi qu'une longue épée au pommeau enrichi de brillants. A l'arrivée et au départ, il a été salué par le consul d'Angleterre, à Istanbul.

LES MUSEES

Un cimetière désaffecté

L'examen des titres de propriété du cimetière arménien désaffecté d'Altivol agzi, à Kadikoy, a démontré que le terrain en question est une ancienne bien vacante.

La municipalité s'est adressée à l'administration du cadastre pour faire valoir les droits qui lui sont conférés par la loi et demander l'inscription au nom de la ville de l'ancien cimetière en question.

La direction du cadastre, ayant constaté que les pièces qui lui étaient présentées, étaient très nettes et déferé à ce désir et a procédé aux opérations du transfert.

La municipalité compte procéder au lotissement du terrain d'Altivolagzi.

LA PRESSE

La «Revue de la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul»

Le numéro 5, 11ème année, de la «Revue de la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul», vient de paraître. C'est une forte brochure de 170 pages.

Ont collaboré à ce numéro : MM. Tahir Taner, H. Borle, Charles Crozat, Mariano d'Ameglio, Refü Sükrü, Galip M. Gültekin, Emile Thilo, Ernst Hirsch, etc...

La roue de la fortune

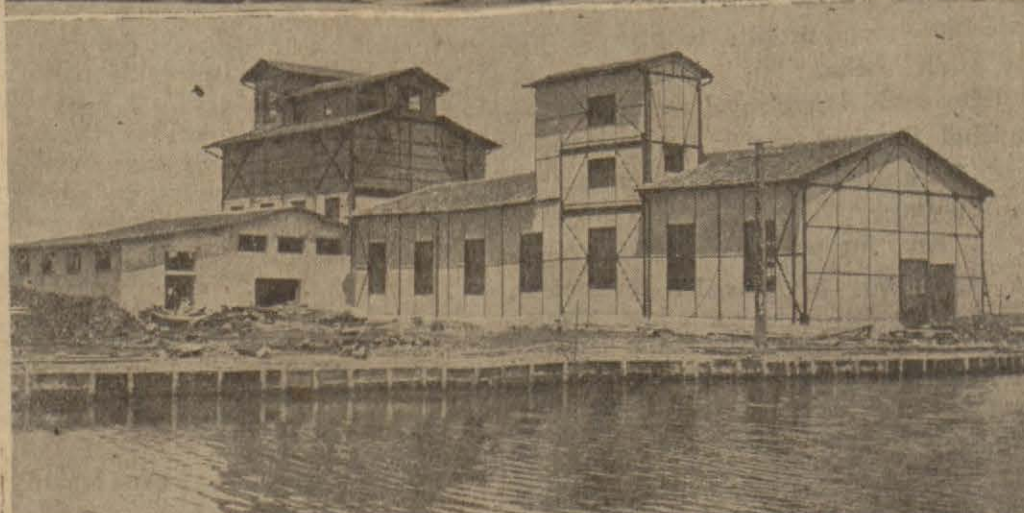
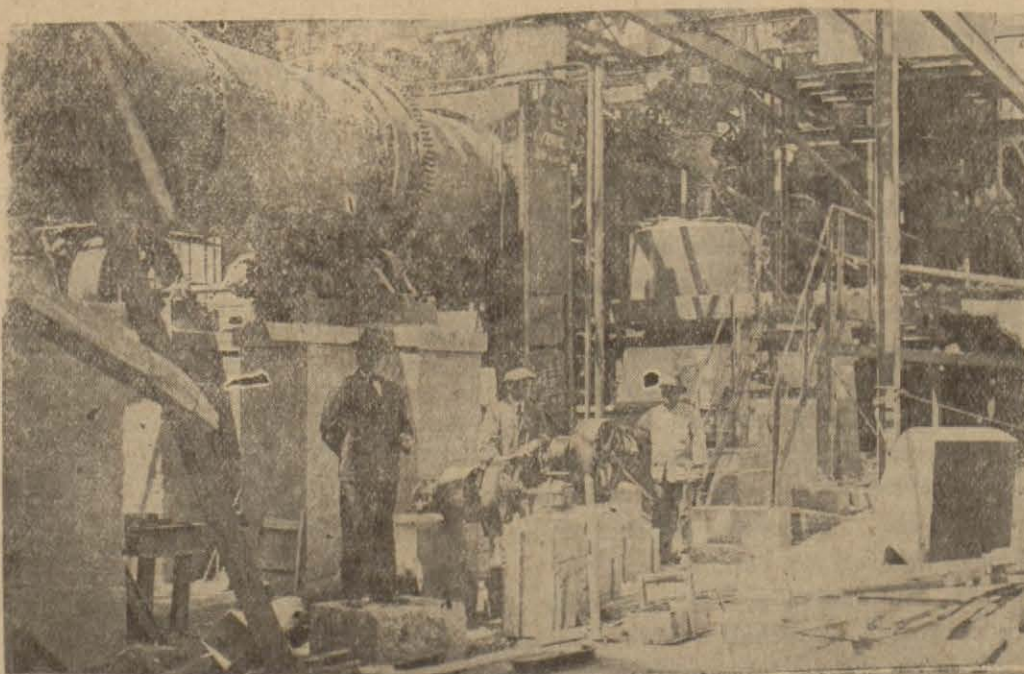
Le tirage d'hier

Hier a eu lieu le tirage de la Loterie de l'Aviation. Il sera continué aujourd'hui. Le No. 14593 gagne 15.000 Ltqs. Un dixième de ce billet était détenu par M. Nuri, demeurant à Lüleli.

Le No. 29788, gagne 12.000 Ltqs. Un dixième de ce billet était détenu par M. Rifat, cordonnier à Besiktas.

Les Nos. 4540 et 22725 gagnent 2.500 livres turques.

Les numéros qui se terminent par 93, sont amortis à 20 Ltqs., soit 2 Ltqs. par dixième.



La nouvelle usine en voie d'achèvement aux salines de Çamalti (Izmir).

Cette construction dont le seul outillage a coûté 400.000 Ltqs. sera inaugurée le 24 juin par le ministre des Douanes et Monopoles, M. Ali Rana en personne.

A travers le vieux Istanbul

Les excursions à Küçüksu

Kâğıthane, Göksu, Küçüksu étaient les lieux de promenade les plus connus d'Istanbul.

Ce qui différencie dans l'ancien temps Göksu et Küçüksu de Kâğıthane, c'est que c'étaient des endroits de promenade officiels.

Un lieu ravissant

La beauté naturelle de Küçüksu primait tout.

Le panorama changeait suivant l'endroit où l'on portait ses regards.

Partout des kiosques entourés d'arbres et de feuillage, des cafés, des cyprès, des peupliers, des platanes, des noyers plantés tout le long du ruisseau et qui se reflétaient dans les eaux.

C'est le sultan Mahmud qui, le premier, a embelli Küçüksu et Devatlar Mehmed pacha, qui y a fait construire les principales bâtisses. Le kiosque avait été bâti sur un terrain d'une superficie de 800 « zira ». Plus tard, on fit des additions des montagnes du sud de Küçüksu et l'on construisit des bassins et des jets d'eau, qui furent constamment préservés de détériorations.

Selim III et Mehmed II notamment ne se sont jamais refusés à faire les réparations que le kiosque nécessitait.

L'endroit le plus beau de Küçüksu est celui où se trouve la fontaine autour de laquelle les platanes répandent leur ombre.

Elle est l'imitation délicate de celle qui est située devant la Sublime-Porte.

Le jour d'excursion

Le jour d'excursion à Küçüksu, était le vendredi. C'est là que le sultan, les sultanes et les femmes du Palais y passaient les vendredis du printemps, sans compter un nombreux public. La promenade se faisait en voiture. Les véhicules des sultans et des femmes du palais s'appelaient «koçuks». Ils avaient quatre roues sans essieux et étaient surmontés d'un capot. Leurs rideaux étaient rouges. L'intérieur était capitonné de velours et d'étoffes précieuses. A l'intérieur et à l'extérieur la boiserie était sculptée et dorée.

Certains sultans aimaient à suivre du château les amusements du public. Le sultan Mahmud II surtout s'y plaisait ainsi que sa sœur, la sultane Esma, qui aimait beaucoup à se divertir. Ce dont, d'ailleurs, son entourage profitait.

Les femmes de son palais étaient celles qui savaient le mieux se voiler. Elles étaient, souvent, envoyées en cadeau au palais de Mahmud II et apprenaient aux autres femmes cet art.

A ce moment, le meilleur cadeau consistait en la personne d'une jeune fille blonde, bien faite.

La sultane Esma

Esma sultane était très généreuse et comblait de pourboires les jardiniers au cours de ses excursions. Elle aimait à bien s'habiller et suivait la mode. Les femmes les plus chic d'Istanbul lui empruntaient ses modèles. La sultane Esma se fit tellement vieille qu'elle oublia les jours consacrés à telle ou telle excursion.

Mais les filles du Palais qui, grâce à elle, voyaient le visage d'un homme, ne pouvaient se passer du plaisir qu'elles en avaient ressenti.

Chaque vendredi, elles s'empressaient de commander les voitures et se rendant auprès de la sultane, elles lui disaient :

— Les voitures que vous avez commandées sont prêtes ; c'est aujourd'hui le jour de faire une excursion à tel endroit.

La sultane, qui ne se souvenait de rien, disait, cependant :

— Du moment que j'ai donné cet ordre, habillez-moi...

On se rendait, ainsi, à l'excursion, mais ce n'était plus elle, mais son entourage qui s'amusaient.

L'engouement du public

Le public s'amusait chacun de sa façon à Küçüksu et s'y faisait transporter à bord de grandes embarcations, dans tous les endroits du Bosphore.

Dès jeudi soir, le crieur public annonçait que le lendemain était le jour de promenade à Küçüksu et que les embarcations étaient à la disposition des excursionnistes.

Aussi, les vendredis, de nombreuses embarcations étaient à l'ancre devant Küçüksu.

Mais comme il était d'usage de faire les promenades en voiture, il y avait, sur le littoral de la côte d'Anatolie, des endroits où étaient remises les voitures à l'usage des sultans et des personnages habitant la côte de Ruméli.

Chacun dans sa voiture se promenait dans les prairies, à travers des routes plantées d'arbres des deux côtés et de jardins remplis de fleurs merveilleuses.

Mais à l'encontre de ce qui se faisait à Kâğıthane, il était défendu, ici, de faire danser des bohémiennes aux sons des fifres et des tambours.

Ce qu'écrivit l'historien Michaud

Les promenades de Küçüksu étaient très goûtées aussi par les étrangers.

M. Michaud, historien des Croisés, dit : « C'est ici que les deux rives du Bosphore se rapprochent le plus. D'après ce que les anciens disent, il était possible d'entendre réciproquement

Châteaux en Espagne...

On se presse autour des guichets où l'on vend des billets de la Loterie de l'aviation.

Deux dames portant d'immenses chapeaux, arrangeant d'une main le petit désordre de leur toilette, provoqué par les remous de la foule et tendent de l'autre l'argent.

— Vite, disent-elles, un billet pour nous deux. Non, pas celui-ci, il n'est pas sympathique ! Il nous faut un billet contenant les chiffres 3, 5, 9.

Enfin, elles ont obtenu ce qu'elles désiraient.

— Mon billet, dit l'une à l'autre, gagnera le gros lot ; j'en suis certaine. Sais-tu ce que je vais faire ? Je me paierai d'abord une auto, je suivrai, au jour le jour, la mode de Paris et, si, dans mes courses en auto, je rencontre un jeune homme ayant du sezappeal, je me marierai !

— Je ne suis pas de ce dernier avis, répond sa compagne. J'estime que le mariage est un acte qui demande de la réflexion. Pour ma part, je n'irai pas me placer sous l'autorité du premier jeune homme venu. Je désire que mon compagnon de vie ne se mêle pas de mes affaires !

Un autre client, un monsieur à gros ventre et portant lunettes, s'approche du guichet.

— Mademoiselle, dit-il, choisissez-moi vous-même un numéro de vos jolies matrices. Si je gagne le gros lot, je vous ferai cadeau d'un grand plat de « baklava ».

Un autre client, un monsieur à gros nez, une lettre très défrisée et qui tient par la main un enfant, marchant nu pieds, arrive à son tour devant le guichet.

— Ma fille, dit-elle, donnez-moi un bon billet pour l'amour de Dieu ! Jusqu'ici, le sort ne m'a pas favorisée. Je ne veux pas prendre un billet, cette fois-ci, mais j'ai l'espoir qui fait vivre et je n'ai pas pu m'empêcher d'économiser cent cinquante piastres sur mes frais pour acheter le billet. Puissé-je être plus heureuse cette fois-ci...

Elle se retira en murmurant :

— Allons, viens mon enfant. Espérons que nous gagnerons à ce tirage et que nous arriverons à acheter une maisonnette et à nous habiller.

On entend aussi la voix de quelqu'un qui se promet de s'acheter une bicyclette et celle d'un autre qui invite, dès maintenant, si le sort le favorise, à un grand mariage qu'il contractera et qui sera suivi de festins ! — C. R.

(De l'«Akşam»)

Pour vous préserver contre la constipation prenez chaque matin à jeun une cuillerée à café de

Sels de FRUITS MAZON

Contre les aigreurs et les brûlures d'estomac, une cuillerée à café une heure après le repas vous les feront disparaître.

Attention à la marque «Le Coq»

Anomalies administratives

A quoi servirait-il que des bateaux extra-rapides desservissent les Iles, alors qu'arrivé au port, pressé, bousculé, piétiné, on mette, héroïquement, à 10 minutes pour débarquer, c'est-à-dire un trajet de 1 à 2 milles ?

Une passerelle à escalier permettrait, depuis longtemps, aux passagers du pont des bateaux de quitter facilement le bord.

Cette passerelle, qui existait, sans nécessité, tout l'hiver, a été enlevée juste à l'entrée de l'été, au moment où l'affluence sur les bateaux a considérablement augmenté.

Et d'une...

Voici la seconde :

La Sté. des Trams, si soucieuse des intérêts du public, vient, dans son impuissable sollicitude, de supprimer l'arrêt des trams au tournant de Galatasaray, arrêt qui permettait de se rendre aux alentours de l'ambassade d'Angleterre, ou encore, à prendre à droite l'Istaklal Caddesi. Dorénavant, on sera forcé, en descendant à la station de Tokatliyan, de rebrousser chemin.

Sans commentaire...

S. GRIGNON.

Japon et Hollande

Tokio, 11. — Le traité maritime japono-hollandais entrera en vigueur le 1er juillet.

La Hollande est hostile à une réforme monétaire

La Haye, 12 A. A. — Le ministre des Finances déclara à la dixième Chambre que le gouvernement hollandais restait convaincu de l'inutilité pour le moment d'une réforme monétaire.

des deux rives, les chants des oiseaux et l'on pouvait aussi causer.

Il y a, certes, de l'exagération dans ces affirmations à moins que les chants des oiseaux et la voix des humains eussent été plus forts dans l'ancien temps !

C'est en cet endroit que Darius franchi le Bosphore avec son armée et qu'il y a fait construire un pont connu l'avait fait Xercès entre Sistos et Abydos.

Xénophane, avec les 10.000 guerriers qu'il amena des rives de l'Euphrate s'arrêta en ces lieux.

Il est possible que les Croisés, les Goths et les Sarrasins ont passé le Bosphore en cet endroit.

Ahmed REFIK.

(De l'«Akşam»)

LA PRESSE TURQUE DE CE MATIN

La loi sur le travail et l'unité nationale

« La loi sur le travail, écrit dans l'Ak Söz, M. Etem Izzet Benice, continue à susciter la plus vive allégresse dans les rangs des travailleurs turcs. Les télégrammes qui affluent au secrétaire général du Parti de toutes les villes où se trouvent des travailleurs, en masse compactes, en sont l'expression la plus vivante. »

Il y a beaucoup de raisons qui nous induisent à nous arrêter tous les jours sur cette loi qui confirme et renforce une fois de plus au sein de la nation turque, les caractéristiques essentielles et toute l'originalité du régime kamaliste. Le jour de la promulgation de la loi, M. Recep Peker a prononcé des paroles qui méritent d'être retenues. Il a montré comment, en régime libéral, patrons et travailleurs, prolétaires et bourgeois, sont dressés en deux fronts hostiles. « Ainsi, une cause grande et sacrée comme l'unité nationale est sacrifiée à des querelles sans importance ; les compatriotes se battent entre eux, en proie à des incitations artificielles et empoisonnées... »

La loi sur le travail promulguée par le régime kamaliste est, à ce propos un exemple tout neuf opposé aux conceptions sociales divergentes qui se partagent le monde. Cette loi sauvegarde à la fois les droits des patrons et ceux des travailleurs et assure l'union des travailleurs et des patrons sous le drapeau de l'unité nationale. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

Sur le même sujet, M. Yunus Nadi écrit dans le Cumhuriyet et La République :

« Pour pouvoir résoudre par une loi un problème social, il est nécessaire que l'on puisse se rendre compte des exigences auxquelles ce problème doit répondre partout dans le pays. Le mérite de la loi sur le travail consiste à avoir pu avant tout faire face à ce besoin. Elle ne favorise d'une façon systématique ni le patron, ni l'ouvrier, comme elle le ferait en obéissant à une certaine mode. Elle n'a d'autre but que d'assurer le fonctionnement du travail, régulièrement et d'une façon conforme aux intérêts de tous, en confiant à l'Etat le soin de jouer le rôle de régulateur. Personne ne doute que l'Etat ne s'acquitter de ce rôle dans un grand esprit d'impartialité, en n'ayant en vue que la sécurité du travail. Un des bienfaits que nous attendons de la nouvelle loi c'est de voir créer dans la vie ouvrière de la Turquie, sous la haute discipline de l'Etat, une parfaite concorde basée sur l'affection et le respect. »

L'affaire de l'affichage

Le Kurun reproduit en guise d'article de fond les déclarations du vali, M. Muhittin Ustündağ, que nous publions, d'autre part, et les accompagne de ce titre : « Après avoir lu cela, ceux qui ont attaqué l'entreprise « Vakıf » sous l'action de leurs intérêts personnels et de la concurrence en rougiront-ils ? »

Quant au Cumhuriyet, qui publie également les déclarations de notre vali, il les fait suivre d'une longue réfutation. Il maintient que les modalités de perception de la taxe dite d'exposition ne continuent pas à être ce qu'elles étaient il y a huit ans et demi.

L'Agence Anatolie n'avait procédé ni à des perceptions à cet égard ni à des demandes à cet égard. Puisque les plaintes sont nouvelles, cela signifie que les demandes également ont commencé à être perçues.

Le Cumhuriyet continuant à répondre, point par point, au communiqué, affirme que la droguerie Hasan a été invitée à payer pour une seule enseigne plus de 200 Liras ; que le club « Güneş » a reçu un avis de paiement de 18 Liras, de droit d'exposition pour la seule pancarte de son court de tennis qui ne saurait être assimilée à une réclame...

Le dernier mot, conclut le Cumhuriyet, est au ministère de l'Intérieur et au Conseil d'Etat...

La conférence de la presse de l'Entente-Balkanique

Bucarest, 11. A. A. — Les délégations hellénique, turque et yougoslave à la conférence de la presse de l'Entente-Balkanique, arrivèrent dans la matinée. Elles furent accueillies à la gare par le ministre de Turquie, les chargés d'affaires de Yougoslavie et de Grèce, le directeur de la presse, M. Dragu, membre de la délégation de la Roumanie, et de nombreux journalistes.

Les délégations déposèrent dans la matinée des fleurs au tombeau du Soldat Inconnu.

Un déjeuner intime fut offert auquel assistaient les personnalités de la presse roumaine.

Dans l'après-midi eut lieu la séance d'ouverture de la conférence avec le discours inaugural de M. Titulesco.

La presse roumaine consacre des articles enthousiastes à la conférence, saluant cette heureuse initiative.

L'état d'alarme en Espagne

Madrid, 12 A. A. — Les Cortès votèrent par 147 voix contre 34 la prolongation pour un mois de l'état d'alarme dans tout le territoire espagnol.

LETTRE DE HONGRIE

Tourisme et Revisionnisme

Quand les journalistes européens, fatigués de s'occuper durant tout l'hiver de mille questions mondiales, furent invités, au début de mai, à passer une semaine à l'île Marguerite, qui est connue comme étant l'endroit le plus tranquille et le plus reposant de Budapest, il était tout naturel qu'ils s'y rendissent avec empressement. C'est pourquoi la plupart de ceux qui se trouvaient, le 4 mai, à l'hôtel Palatinus, en tant qu'hôtes du « Syndicat des journalistes hongrois de tourisme », se trouvaient être les directeurs ou les rédacteurs en chef des journaux qu'ils représentaient.

Figuraient à la réunion, — exception faite des Soviétiques, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Grèce et de la Yougoslavie, — tous les pays d'Europe, du nord au sud, de l'est à l'ouest. Les journaux colossaux des U. S. A. représentés en la personne de la déléguée de l'Associated Press, une jeune fille, toute fine, gracieuse comme un papillon et légère comme une plume, ainsi que la presse d'Afrique du Nord, représentée par trois jeunes hommes dont aucun n'était Égyptien.

L'Asie et l'Australie, sans doute à cause de leur grand éloignement, n'avaient pas été invitées. Les journalistes, au nombre de près de 80, car plusieurs d'entre eux étaient accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, se conformant à un programme fort bien établi, visitèrent, durant toute une semaine, Budapest et ses environs, et parlèrent abondamment, au cours des dîners et des déjeuners, dont chacun durait des heures.

La Tour de Babel, dit un journaliste.

— La S. D. N. renchérit un autre.

De fait, notre aspect contenait les éléments de l'une et de l'autre : notre diversité et nos sujets de conversation. Car nous parlâmes revisionnisme et non tourisme.

La Hongrie est revisionniste ; elle soutient que, par le traité de Trianon, qui a fait ce qu'elle est actuellement, de grandes injustices ont été commises envers elle, et que les terres hongroises furent la proie des vainqueurs de 1918.

La population hongroise, de plus de vingt millions en 1910, n'était plus que de 7 millions en 1920, et représentait, par conséquent, une diminution de 61,8 p. 100.

La Hongrie perdait en même temps 71,5 p. 100 de ses terres.

En 1910, la Hongrie comptait 64,2 habitants par kilomètre carré ; en 1918, en raison du retour à la mère patrie, des populations, des terres données à la Roumanie, à la Yougoslavie, à la Tchécoslovaquie et même à l'Autriche, cette proportion s'éleva à 85,8 par kilomètre carré.

Quant aux pertes qui, telles que les écoles, les voies ferrées, les fabriques, les églises catholiques et leurs biens, les écoles, les installations de P. T. T., constituaient les bases de l'existence nationale, elle présentent une proportion égale. Il faut que l'on prenne en considération les changements notables qui sont survenus depuis le traité de Trianon et que l'on mette fin à ces injustices.

C'est au nom du tourisme que nous avions été invités à Budapest. Mais, comme je viens de le dire plus haut, les plus grandes personnalités de la presse européenne se trouvaient parmi nous. Comme ceci représentait une occasion unique, on étala devant nos yeux la plus grande cause de la Hongrie : celle du revisionnisme. Ceci n'était pas un acte qui ne fût pas prémédité et décidé d'avance.

Le fait qu'aucun journaliste de la Petite Entente, contre laquelle combat le revisionnisme hongrois, n'avait été invité à la réunion, en était l'évidente preuve.

Au cours du premier déjeuner, qui nous réunissait, notre hôte parla du revisionnisme dans le discours qu'il prononça. Nous recevions le lendemain, le président du conseil déclara : « Selon moi, le principal devoir du métier de journaliste est de faire connaître les peuples entre eux. Notre grande erreur du passé est que nous nous jugeâmes sans nous connaître. Il est très important de comprendre les causes des tourments des peuples. Il faut supprimer les difficultés en tenant compte des intérêts réciproques des nations. »

« Nous ne pouvons atteindre notre but qu'en nous écartant des routes qui nous conduisent, non à l'essence des questions, mais à certaines formules. Si l'on adopte cette attitude, on se rendra compte qu'en face de la réalité de l'existence, les obstacles que l'on croyait grands s'amoindriront progressivement. Je suis sûr que cette façon d'agir conduira très rapidement à la solution rapide des grandes questions. Si l'on a mal boudonné son gilet, il faut le déboutonner, puis le reboutonner correctement. »

« Je considère le journalisme comme un métier noble. Le journaliste est le collaborateur de l'homme d'Etat : il travaille avec lui pour le bien et le développement du pays. M'inspirant de la collaboration qui unit le journaliste et le politicien, je salue mes collaborateurs, les journalistes, souhaite qu'ils se plaisent en Hongrie et qu'ils rendent compte de la mission historique que les Hongrois sont en train d'accomplir dans la région carpathique. »

Les journalistes trouvèrent à leur goût ce parallèle du président du conseil entre le diplomate et le journaliste, et, pour prouver qu'ils s'étaient depuis longtemps rendu compte de la « mission historique » que les Hongrois sont en train d'accomplir dans la région carpathique, se déclarèrent plus ardents revisionnistes que les Hongrois.

Revisionnisme et antirevisionnisme... Car chaque thèse a, fatalement, son antithèse. La Hongrie peut être revisionniste, et tel ou tel autre Etat antirevisionniste. Chaque nation marchera vers son destin. Il se trouvera des forces qui voudront empêcher cette marche.

Telle est la vérité de la vie.

Entente ? Si, un jour, ceux qui y croient deviennent supérieurs en nombre à ceux qui n'y croient pas, peut-être une voie sera-t-elle ouverte vers la suppression des incompatibilités qui règnent parmi les nations. Il est, toutefois, nécessaire que les arguments des partisans de l'entente soient de nature à attirer la confiance. Pour paraître sympathique, le revisionnisme hongrois, faisant un retour en arrière de 250 années, déclare qu'alors que les Hongrois défendirent la civilisation occidentale, cette même civilisation l'a morcelée aujourd'hui. C'est là une prétention à laquelle ne croient ni les Européens, dont les ancêtres d'il y a 250 ans appartenaient à la civilisation orientale, ni les Européens qui savent que la civilisation occidentale actuelle n'a rien de commun avec les Croisés.

De même qu'il y a des hommes malheureux, de même il y a des causes malheureuses. — NASHU BAYDAR.

(De l'« Ankara »)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

nommée par le chef du gouvernement d'Addis-Abeba en vue d'entamer immédiatement les travaux de développement et d'aménagement de la ville sur base des plans d'ensemble élaborés dans les bureaux du Capitole.

L'adhésion des chefs éthiopiens

Addis-Abeba, 11. — Voici le texte de la déclaration remise au maréchal Graziani par les chefs et notables d'Addis-Abeba et qui est calligraphiée sur un parchemin d'Ethiopie :

« Les sous-signés déclarent accepter de leur volonté spontanée, la souveraineté de Sa Majesté le Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie, Victor Emmanuel III et se soumettre loyalement et totalement aux lois et ordonnances que l'auguste souverain établira pour son empire. Ils déclarent solennellement ne plus reconnaître, ni en Ethiopie, ni hors d'Ethiopie, aucune autorité autre que celles nommées et établies pour ses sujets, par leur légitime souverain, Victor Emmanuel III, Roi d'Italie et Empereur d'Ethiopie. »

On souligne à ce propos que tous les signataires de ce document auraient pu fuir avec l'ex-Négus, mais qu'ils ont préféré demeurer en Ethiopie pour faire leur soumission à l'Italie et accepter loyalement les lois et ordonnances promulguées par le nouveau souverain du pays.

On décrit comme grandiose l'effet produit par le discours du maréchal Graziani. Les ex-chefs ont témoigné de leur satisfaction et de leur admiration pour tout ce qu'ils avaient entendu.

Des hérauts éthiopiens, montés sur des autos pourvues de haut-parleurs ont répété ensuite en ville des extraits du discours du maréchal et la déclaration des ex-chefs. La population a exprimé sa joie sincère.

Le bilan des destructions

Le gouverneur a constitué une commission chargée d'établir les dégâts causés par les dévastations accomplies durant les derniers jours de l'existence en Ethiopie de l'ex-Négus, avant l'occupation italienne. La commission a un délai de quinze jours pour présenter ses conclusions au gouvernement.

Beaucoup d'anciens fonctionnaires du Négus demandent à entrer au service de l'autorité italienne. Une enquête effectuée par le gouvernement du vice-roi parmi le personnel qui dépendait de l'ex-gouvernement éthiopien établit que celui-ci n'avait aucune norme établie, ni d'ordre législatif, ni d'ordre contractuel, pour l'engagement de ses employés.

L'adoption du principe corporatif

L'ordonnance promulguée il y a quelques temps en matière de salaires et pour la reconstitution économique du pays est entrée en vigueur il y a deux jours. La nouvelle ordonnance laisse chaque gouverneur libre d'instituer un organe approprié en vue de réglementer la main-d'œuvre et introduit le principe corporatif dans la structure économique de la vice-royauté.

Un décret d'ordre financier qui vient d'être promulgué impose l'obligation générale de dénoncer les titres étrangers et prohibe l'exportation des valeurs étrangères. Les commerçants éthiopiens, qui, dès le premier jour, avaient manifesté leur confiance dans la lire-papier, vont consolider ainsi et équilibrer leurs trafics.

La remise des armes

La remise des armes de la part des populations se poursuit sans interruption. En beaucoup de cas, les intéressés sont obligés de parcourir des distances considérables pour accomplir ce devoir. Dans les abruptes régions du Sémién, du 10 mai à ce jour, on a remis aux Italiens 900 fusils, 5 mitrailleuses et une énorme quantité de munitions.

Sur la route Dessié-Addis-Abeba, dont l'organisation a été améliorée, le trafic des colonnes d'autos se poursuit de façon intense.

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

Le relèvement de l'Ethiopie (Suite de la 1ère page)

LA BOURSE

Istanbul 11 Juin 1936

(Cours officiels)

CHEQUES

Ouverture	Clôture
Londres	682.50
New-York	0.79.34
Paris	12.06
Milan	10.07.90
Bruxelles	4.69.55
Athènes	85.00.20
Gênes	2.45.37
Sofia	63.31.60
Amsterdam	1.17.50
Prague	19.21.75
Vienne	4.18.86
Madrid	5.82.45
Berlin	1.97.07
Varsovie	4.20.42
Budapest	4.27.38
Bucarest	107.79.58
Belgrade	34.98.22
Yokohama	2.09.57
Stockholm	3.06.94

DEVICES (Ventes)

Achat	Vente
Londres	628.—
New-York	124.—
Paris	164.—
Milan	160.—
Bruxelles	80.—
Athènes	21.—
Gênes	810.—
Sofia	22.—
Amsterdam	82.50
Prague	84.—
Vienne	22.—
Madrid	14.—
Berlin	28.—
Varsovie	21.—
Budapest	22.—
Bucarest	13.—
Belgrade	48.—
Yokohama	30.—
Moscou	—
Stockholm	31.—
Oslo	970.—
Mediye	—
Bank-note	237.—

FONDS PUBLICS

Derniers cours

Is Bankasi (au porteur)	86.—
Is Bankasi (nominale)	86.—
Hélie des tabacs	1.80
Bomonti Niktar	14.75
Société Deros	15.50
Sirketihayriye	22.—
Tramways	10.50
Société des Quais	24.40
Chemin de fer An. 60 au comptant	24.00
Chemin de fer An. 60 à terme	10.65
Ciments Aslan	21.35
Dettes Turque 7,5 (I) a/c	20.30
Dettes Turque 7,5 (II)	20.30
Dettes Turque 7,5 (III)	43.85
Obligations Anatolie (I) (II)	43.85
Obligations Anatolie (III)	43.85
Tresor Turc 5 1/2	54.35
Tresor Turc 2 1/2	50.50
Ergani	97.20
Sivas-Erzurum	95.—
Emprunt intérieur a/c	61.85
Bons de Représentation a/c	62.10
Bons de Représentation a/t	67.20
Banque Centrale de la R. T. 66.75	—

Les Bourses étrangères

Clôture du 11 Juin

BOURSE de LONDRES

New-York	5.02	5.02
Paris	76.23	76.23
Berlin	12.46.75	12.46.75
Amsterdam	7.42.75	7.42.75
Bruxelles	29.705	29.705
Milan	63.75	63.75
Genève	15.62	15.62
Athènes	587	587